

### Questions orales

à verser jusqu'à 900 millions de dollars aux agriculteurs de cette province qui ont un pressant besoin de liquidités.

Le ministre de l'Agriculture est-il prêt aujourd'hui à accepter cette résolution qu'il a reçue de tous les députés de l'Assemblée législative de la Saskatchewan et qui constitue indéniablement un appel au secours? Quand le ministre reconnaîtra-t-il que l'agriculture des Prairies fait face à une grave crise?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Comme je l'ai déjà dit la semaine dernière et l'ai répété à la Chambre il y a deux ou trois jours, monsieur le Président, les sous-ministres de l'Agriculture se sont rencontrés cette semaine en vue d'élaborer un programme susceptible vraisemblablement de beaucoup atténuer les difficultés qu'éprouvent le secteur des grains et des oléagineux, ainsi que l'agriculture en général, surtout en Saskatchewan.

Nous poursuivons ce travail en étroite collaboration avec les provinces et nous espérons annoncer prochainement quelques mesures réconfortantes.

\* \* \*

### L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, j'aurais voulu poser une question au ministre des Finances, mais en son absence, je m'adresserai au vice-premier ministre.

[Français]

Les attaques sans précédent de ce gouvernement contre les étudiantes et les étudiants, contre l'éducation, ont l'effet voulu par ce gouvernement.

Après les réductions de 7 milliards de transferts à Québec pour la santé et l'éducation sur une période de neuf ans, après les autres attaques contre les étudiantes et les étudiants à Québec, le Québec devra subir des frais de scolarité deux fois plus élevés. Maintenant, les étudiants québécois manifestent contre ces attaques.

Comment le ministre peut-il se permettre de menacer ainsi l'avenir de notre pays en détruisant notre système d'éducation postsecondaire? Comment justifier cette politique?

**L'hon. Gilles Loiselle (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, l'honorable député sera sans doute déçu d'apprendre que nous ne diminuons pas nos transferts au Québec, mais que nous les augmentons.

L'an prochain, nous allons transmettre au Québec, dans le cadre de nos programmes, une somme d'au-delà de 10 milliards 300 millions de dollars. Bien entendu, dans la gestion totale de notre budget, nous devons regarder l'ensemble de nos dépenses. Nous constatons que nous, en tant que gouvernement, nous avons maintenu nos dépenses à 3,5 p. 100 au niveau des cinq dernières années, alors que plusieurs provinces sont allées jusqu'à 10, 14, et même 17 p. 100. Nous devons donc faire en sorte que tout le monde contribue aux mesures de restriction de gestion du déficit.

\* \* \*

• (1430)

[Traduction]

### LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Joe Fontana (London—Est):** Monsieur le Président, je voudrais personnellement remercier tous les ministériels, y compris le ministre des Finances, qui ont participé, la semaine dernière, à la pétition électronique contre la TPS organisée par les libéraux.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Fontana:** Le gouvernement a dépensé des millions de deniers publics pour faire de la publicité sur la TPS. Il a même créé une ligne téléphonique sans frais.

Mais quels renseignements obtiennent les Canadiens quand ils appellent ce numéro? La Toronto Home Builder's Association a téléphoné vingt fois pour avoir des renseignements. Dans 75 p. 100 des cas, les réponses qui lui ont été fournies étaient inexactes et incomplètes. Le service du gouvernement n'a pu lui transmettre des renseignements exacts que cinq fois sur 20.

Je voudrais poser au vice-premier ministre la question suivante. Si le numéro 1-800 pour la TPS n'est pas un service d'information, alors qu'est-ce que c'est, un service de publicité pour le gouvernement conservateur payé à même les fonds publics?

**L'hon. Gilles Loiselle (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, je recommanderais au député et à ses collègues de l'autre côté de la Chambre d'appeler plus souvent à ce numéro.

**Des voix:** Bravo!

**M. Loiselle:** En écoutant leur interprétation de la TPS, j'ai parfois moi aussi le goût de m'y opposer, mais quand j'examine le véritable projet de taxe, je ne puis que l'appuyer.

**M. Joe Fontana (London—Est):** Monsieur le Président, les Canadiens utilisent les lignes téléphoniques, mais ceux qui y répondent donnent de faux renseignements.

Les Canadiens qui songent à acheter une nouvelle maison composent le numéro d'appel sans frais pour